



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Le united democratic front en Afrique du Sud: un mouvement de transition

Kessel, W.M.J. van

Citation

Kessel, W. M. J. van. (1990). Le united democratic front en Afrique du Sud: un mouvement de transition. *Politique Africaine*, (38), 126-132. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/4683>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Leiden University Non-exclusive license](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/4683>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

raient être réhabilités au Nord et conquis au Sud dans les basses terres.

La réserve avec laquelle les Éthiopiens ont accueilli les concessions montre que le pouvoir ne peut plus commettre de fautes ; il

n'a été sauvé que par les erreurs de ses adversaires et il est en sur-sis. L'a-t-il compris ? Il gagnera son pari si les exilés reviennent.

Alain Gascon

Le United Democratic Front en Afrique du Sud : un mouvement de transition ?

QUELQUES jours seulement après la légalisation de l'*African National Congress*, plusieurs composantes de l'UDF annoncèrent leur intention de le rejoindre. Roger Malekana, secrétaire-général du SAYCO (*South African Youth Congress*), la « branche » la plus importante de l'UDF, déclara que son organisation allait se dissoudre pour adhérer à l'ANC. Casim Salojée, président du TIC (*Transvaal Indian Congress*), l'un des mouvements politiques les plus anciens de l'Afrique du Sud et l'un des pères-fondateurs de l'UDF, pensa également que le TIC allait disparaître : « Le TIC a toujours reconnu le rôle dirigeant de l'ANC dans le mouvement de libération. Notre vision est celle d'une société démocratique non- raciale. Il nous semble que des groupes ethniques n'ont plus vraiment des raisons d'être » (1).

Les leaders de l'ANC à Lusaka, cependant, lancèrent un appel pour

ne pas précipiter les choses en attendant des consultations plus sérieuses. Une fusion leur semblait prématurée, d'une part parce que l'ANC n'avait pas abandonné la lutte armée — alors que l'UDF s'était toujours dit non-violent — d'autre part à cause d'un certain nombre de problèmes d'organisation qui restent à régler. L'ANC se base sur le principe de l'adhésion individuelle, alors que l'UDF sert de parapluie à des centaines d'associations aussi diverses que la *Johannesburg Scooter Drivers Association*, la *Northern Natal Darts Union*, le *Congress of South African Students* et la *Soweto Civic Association*. Pablo Jordan, le directeur du département d'information de l'ANC, ne prévoyait cependant pas de divergences d'intérêt entre l'ANC légalisé, et l'UDF et le *Mass Democratic Movement*, ses

(1) The Star (Johannesbourg), 5 février 1990.

alliés : « *Nous adhérons aux mêmes principes et nous avons les mêmes objectifs. Dans la plupart des cas, nos membres sont les mêmes* » (2).

Ces réactions à la légalisation de l'ANC posent quelques questions sur la nature de l'UDF : l'« électorat » de l'ANC et celui de l'UDF sont-ils identiques au point où l'UDF pourrait rejoindre l'ANC sans perdre en route une partie de sa clientèle ? L'UDF a-t-il joué, pour l'ANC, un rôle de front de transition, de sorte que sa raison d'être a disparu depuis la légalisation de l'ANC ? Le cas échéant, l'UDF a-t-il assumé graduellement ? Pourquoi avoir choisi une organisation de type « front », et quels étaient les partenaires que l'on voulait y intégrer ? Aujourd'hui, les réponses à ces questions ne peuvent être que provisoires. Les détails sur les relations complexes entre le mouvement de libération basé à Lusaka et le front populaire de l'intérieur ne seront connus que quand l'ANC reprendra ses activités légales en Afrique du Sud et que l'UDF aura décidé de son avenir.

L'UDF à ses débuts

Les années 1980 peuvent être caractérisées sous bien des aspects comme une période de transition, et l'UDF a été le vecteur principal des changements intervenus pendant cette période qui a commencé avec un héritage important de *Black Consciousness* et qui s'est terminée par la ré-affirmation de l'ANC et de ses alliés comme la force dominante de la vie politique noire. En même temps, la politique de l'État tomba sous la coupe de technocrates œuvrant pour préserver les privilèges de Blancs, alors

que la vieille garde des idéologues de l'apartheid était obsédée par le maintien de la pureté blanche. Les technocrates allèrent alors à la recherche de nouveaux partenaires prêts à se laisser tenter par des concessions politiques limitées.

L'UDF a été créé en 1983 dans le but de coordonner l'opposition contre la nouvelle constitution qui accorda le droit de vote aux « Métis » (*Coloured*) et aux Indiens, tout en incluant explicitement la majorité noire. Le deuxième but était de contester les « lois Koornhof », un ensemble de lois accordant aux conseils des quartiers urbains noirs une autonomie restreinte et offrant plus de garantie aux habitants « légaux » des quartiers noirs, tout en limitant encore plus la liberté de résidence de ceux qui ne pouvaient pas prétendre à des droits de résidence permanents.

Il semble que l'UDF, en faisant appel à des traditions différentes, ne représentait pas la même chose pour tout le monde. Parmi ses premiers dirigeants, on comptait quelques vétérans célèbres de l'ANC, mais aussi des leaders religieux sans liens avec l'ANC, beaucoup d'activités ayant été impliquées dans le BC (*Black Consciousness Movement*), ainsi que des militants locaux qui avaient acquis leur formation politique à travers les luttes quotidiennes concernant des revendications locales : loyers, transports, électricité, santé.

Prenant la parole lors de la séance d'inauguration, Frank Chikane, vice-président de l'UDF du Transvaal, déclara que l'UDF était créé dans le seul but de s'opposer aux lois constitutionnelles et aux

(2) Sunday Times (Johannesbourg), 4 février 1990.

lois Koornhof, et qu'il pouvait donc faire l'impasse sur des différences de classe, d'idéologie ou d'objectifs. Cette déclaration présente l'UDF comme une organisation à objectif unique ; mais à d'autres occasions, Chikane a suggéré que l'UDF avait des aspirations plus ambitieuses. Pasteurs apostolique et ancien sympathisant BC, il se souvient dans ses *Mémoires* que deux options furent examinées au cours de la période précédant la création officielle de l'UDF : l'option violente et l'option non-violente. Il était lui-même en faveur de l'option non-violente, car « la mobilisation politique et l'organisation des masses contre le régime raciste était d'importance vitale pour la lutte de libération », la lutte politique étant le complément nécessaire de la lutte armée. Prévoyant des problèmes au sein de son église, il ne voulait pas se mêler à la politique « partisane », mais il accepta néanmoins l'invitation de devenir membre de l'exécutif de l'UDF du Transvaal : « *le Front avait besoin de gens suffisamment crédibles pour l'ensemble des mouvements politiques des opprimés de l'Afrique du Sud, pour pouvoir forger l'union nécessaire à sa mission (...)* Pour moi le Front semblait suffisamment large pour me préserver de la politique partisane classique » (3). A ses yeux, l'UDF n'était pas un paravent pour les mouvements de libération interdits, mais plutôt une association complémentaire. Et puisqu'il visait à réunir un ensemble d'organisations très étendu, tout en respectant leur autonomie, on devait éviter une identification trop étroite avec un seul des mouvements interdits, l'ANC. Par conséquent, Chikane comptait parmi ceux qui, lors des premières années de l'UDF, décon-

seillèrent d'adhérer à la *Freedom Charter* de l'ANC, et jusqu'à aujourd'hui, il a su maintenir le dialogue avec *Black Consciousness* et les rivaux « Africanistes » de l'ANC.

Cependant, lors de la conférence de lancement de l'UDF, au Cap, en 1983, les slogans et les symboles ANC ne manquaient pas et les orateurs faisaient fréquemment allusion à une autre réunion de masse, le *Congrès du Peuple* qui avait adopté la *Charte de la liberté* en 1956. Mais ce n'est que petit à petit que l'UDF a évolué vers un mouvement ouvertement « chartiste », évolution qui a trouvé son point culminant en 1987 avec l'adhésion formelle à la *Charte*. Pour d'autres dirigeants de l'UDF, ces hésitations initiales étaient plus une question de tactique que de principe. Zwelakhe Sisulu (4), rédacteur en chef de l'hebdomadaire *New Nation* de tendance UDF/ANC, fils d'un couple célèbre de l'ANC, mais en même temps actif au sein d'une organisation de journalistes à orientation BC prononcée, affirme que l'UDF fut conçu comme un front transitoire dès le début ; pour des raisons tactiques, il ne s'afficha pas ouvertement comme une organisation « chartiste ». D'abord, parce que le principe d'ouverture était considéré comme primordial : l'UDF comptait attirer des organisations d'orientation BC dans sa mouvance. Ensuite, parce que l'UDF ne voulait pas provoquer une réaction négative immédiate de la part du gouvernement, ni effa-

(3) F. Chikane, *No life of my Own*, Johannesburg et le Cap, Skotaville, 1988, p. 101.

(4) Entretien avec Zwelakhe Sisulu, 24 janvier 1990.

roucher des adhérents potentiels qui, craignant la répression gouvernementale, auraient hésité à joindre un mouvement ouvertement « chartiste ». Pour montrer l'efficacité de cette tactique, Sisulu cite la *Conférence for a Democratic Future* qui s'est tenue à Johannesburg en décembre 1989 et à laquelle a participé un éventail encore plus large d'associations que lors de la conférence de lancement de l'UDF en 1983. La conférence de 1989 réunissait, en effet, des délégations UDF, des syndicalistes et des représentants de la nébuleuse BC mais le but proclamé de « l'union dans l'action », se révéla insaisissable : sur plusieurs points importants, aucun consensus ne se dégagea.

Alors que l'UDF pouvait représenter différentes choses pour les divers dirigeants nationaux, il pouvait être perçu différemment encore à la base. Pour George Moiloa, le secrétaire de la *Kagiso Residents Organisation*, une association civique du Witwatersrand, l'UDF se présentait comme un organisme coordinateur, une sorte de « société de services » pour les associations civiques. Ce n'est que plus tard que lui-même et ses collègues s'aperçurent que l'UDF était conçu comme une organisation politique nationale (5).

La formule du front

Avec son but avoué de créer une alliance multi-races et multi-classes, l'UDF œuvrait pour l'unité de « tous les gens épris de liberté qui rejettent l'apartheid ». Le Front attira un nombre substantiel de militants BC et d'autres membres sans liens avec l'ANC. Mais des organisations influentes d'orienta-

tion BC ou « africaniste » continuaient à se tenir à l'écart, comme les Trotskistes du Cap ou le *Unity Movement*. Leur critique visait le caractère « populiste » du Front qui, à cause de sa composition multi-classes, serait incapable de défendre les intérêts des travailleurs ; ils s'opposaient également à la participation des Blancs et à la cohabitation avec des organisations ethniques, telles que les Congrès indiens du Natal et du Transvaal.

Du fait même de son esprit d'ouverture, l'UDF aspirait à l'hégémonie. Cette tendance s'affirma au cours des années, mais son *Programme d'action* de 1983 définissait déjà comme l'une de ses tâches à venir « l'établissement de l'UDF comme le seul front représentatif de tous les secteurs de notre peuple » et « la mobilisation de toutes les organisations et de toutes les communautés au sein de l'UDF ». Quatre ans plus tard, l'UDF affirma que « *par sa ligne politique correcte (il) est devenu le seul foyer véritable pour tous ceux qui, dans le mouvement d'opposition légal, sont partisans d'un changement authentique* » (6).

La lutte contre l'apartheid est couramment présentée comme le dénominateur commun d'un éventail très large d'alliés, mais il est clair aussi que pour de nombreux militants UDF, la notion de « changement authentique » n'implique pas seulement l'abolition de l'apartheid, mais aussi l'établissement d'un ordre socialiste. Des aspirations « bourgeoises » cohabitaient parfois de façon peu commode avec des notions sur le

(5) Entretien avec George Moiloa, 9 février 1990.

(6) *National Working Committee Conference*, 29-30 mai 1987.

rôle d'avant-garde de la classe ouvrière.

La conférence de lancement de l'UDF passa, par exemple, des heures à se demander si la déclaration devait faire mention des problèmes rencontrés par les commerçants à la suite des nouvelles lois constitutionnelles ; finalement, la déclaration ne mentionna pas ce point, mais l'UDF reconnut, par contre, « le rôle dirigeant de la classe ouvrière ».

La « lutte démocratique de masse », affirme un document de travail de l'UDF plus récent, a pour but de « ramener à elle tous les démocrates sud-africains opprimés, sous la direction du peuple africain et de la classe ouvrière. Aucun de ces objectifs n'a encore été réalisé de façon satisfaisante, mais ce genre de combat représente une tentative de fondre les deux tendances du mouvement de libération sud-africain le combat national (pour que le peuple puisse gouverner le pays), et la lutte des travailleurs pour le socialisme » (7). L'UDF espérait sans aucun doute pouvoir séduire les mouvements syndicaux, mais la plupart des syndicats importants n'ont pas pu être persuadés de s'abriter sous le parapluie de l'UDF. Celle-ci comprend notamment des associations civiques, des organisations de jeunes et d'étudiants, et des groupes de femmes, avec des variantes régionales. Mais malgré quelques frictions, l'UDF a su développer des relations de coopération avec le monde syndical, surtout après la fondation de la fédération syndicale COSATU.

Plus que ses prédécesseurs, celle-ci penchait en faveur d'actions ouvertement politiques. Après la mesure gouvernementale de février 1988 déclarant l'UDF une « restricted organisation » (ce qui rendait

illégalles toutes ses activités), une alliance nouvelle se développa au sein d'une organisation encore plus fluide, le *Mass Democratic Movement* dont l'UDF et la COSATU forment le noyau. Mais malgré les hommages au rôle dirigeant de la classe ouvrière, ce sont les jeunes qui ont fourni les troupes de choc de la révolte populaire, aussi bien dans les soulèvements urbains que ruraux.

Un document de travail interne de l'UDF, consacré à la question de savoir comment « les masses » peuvent devenir des participants actifs à la lutte et assumer leur rôle de « forces historiques effectives du changement », affirme que dans les circonstances actuelles, le front est le type le plus approprié d'organisation politique. Un front est une alliance lâche avec un programme large pouvant attirer le plus de personnes et d'organisations possibles pour une campagne à objectif unique clairement définie : la lutte contre la nouvelle constitution. « Nous devons continuer jusqu'à atteindre notre but d'un peuple bien organisé capable de faire pencher la balance des forces politiques en notre faveur ». Une fois réalisées la cohésion idéologique et la discipline organisationnelle, les « forces progressistes » au sein du front pourraient alors envisager sa transformation en organisation politique unifiée (8). Dans ce document, l'UDF est perçue comme une structure de transition, une « étape sur le chemin de la lutte héroïque » jusqu'à la réalisation d'une organisation d'un niveau plus élevé.

(7) UNF Update, discussion paper n° 1, 10 octobre 1985.

(8) « The United Front, why Did We Form it? And how Appropriate is it Today? » n.d.

Mais quel type de transition envisageait-on ? Une fusion éventuelle au sein de l'ANC, lui-même une « église ouverte » qui accepte les différences idéologiques ? Ou une transformation en parti d'avant-garde capable d'assumer un rôle dirigeant dans les phases suivantes de la lutte ? Pour la phase de libération nationale, le front populaire sembla la formule la plus adéquate. Mais si la transformation socialiste est le point suivant sur l'agenda des « forces progressistes », des structures plus centralisées, plus disciplinées étaient nécessaires.

L'évolution de l'UDF jusqu'à nos jours

Peu importent les stratégies envisagées par les pères-fondateurs. De toute façon, la révolte des quartiers urbains noirs qui a submergé l'Afrique du Sud à partir de septembre 1984 dépassa de loin tout ce que l'UDF aurait pu planifier ou contrôler. Le lien entre les campagnes initiées au niveau national et les luttes effectivement menées au niveau local semble parfois fragile. L'UDF a fourni des modèles d'organisation, un réseau de soutien, de l'assistance financière, des conseils, et un sentiment d'appartenance à une lutte plus vaste. Mais sa direction, dépassée par les événements à la base, semblait parfois perdre le contact avec ses affiliés et avec les sentiments de la base dans les quartiers urbains. Les procédures de consultation appropriées étaient d'ailleurs mises en difficulté par une répression gouvernementale de plus en plus dure. Une bonne partie des structures de l'UDF a été sévèrement secouée au cours de la période de l'état d'urgence. Certains documents

internes admettent cet état de désarroi, mais dans ses déclarations de propagande, l'UDF maintenait le ton triomphaliste habituel. En 1987, l'année qui marque, de l'avis général, la crise la plus grave de son existence, le rapport secretarial de l'UDF affirmait que « l'initiative stratégique est entre les mains du peuple » et que « le Mouvement démocratique a atteint les sommets du commandement ».

Le même rapport laisse subsister des doutes sur les attaches de l'UDF en reconnaissant la « direction souveraine et éprouvée » de l'ANC qui a « la vision, la compétence et l'expérience pour guider le peuple vers son objectif le plus cher, l'établissement d'une société juste, démocratique et non- raciale » (9). A partir de 1987, les campagnes nationales portaient surtout sur la revendication de la législation de l'ANC et sur la libération de Nelson Mandela et les autres détenus de l'ANC.

A la même époque, certains leaders de l'UDF se défendaient devant la justice contre l'accusation selon laquelle l'UDF avait formé une alliance révolutionnaire avec l'ANC et le Parti communiste sud-africain dans le but de renverser le gouvernement. Terror Lekote, secrétaire national à l'information, devait à plusieurs reprises réfuter des insinuations au sujet des liens entre les deux organisations : « Il n'y a pas de lien entre l'African National Congress et le United Democratic Front (...) chaque fois que l'UDF a été accusé d'être une couverture pour l'ANC, j'ai clairement fait savoir que nous n'avons pas de liens avec eux, ni formels, ni

(9) National Working Committee Conference, 29-30 mai 1987.

informels » (10). Lekota fut condamné à 12 ans de prison pour trahison, mais acquitté en appel. Deux mois après la légalisation de l'ANC, il fut nommé représentant de cette organisation pour le Natal du Sud. La transition de *Black Consciousness* vers le « chartérisme » s'était déjà dessinée avant l'apparition de l'UDF. Mais l'UDF a servi par la suite de demeure politique à beaucoup de militants de la génération BC des années 1970 qui, au début de la décennie 1980, commencèrent à explorer d'autres voies.

Quand l'ANC, en avril 1990, commença à nommer des gens destinés à servir dans ses nouvelles structures internes, les noms de leader UDF, la plupart de trente à quarante ans, figuraient de façon évidente à côté des noms connus des vétérans de l'ANC, pour la plupart âgés de soixante et de soixante-dix ans. Alors que certaines composantes de l'UDF — associations de jeunes, organisations de femmes — iront probablement fusionner avec leurs homologues de l'ANC, la voie des organisations civiques, des clubs sportifs et des groupes religieux semble moins bien tracée. Pour le moment, l'avenir de l'UDF reste incertain. Un séminaire de travail national, qui a eu lieu début avril 1990, a recommandé que l'UDF continue comme un mouvement distinct de l'ANC, mais étroitement lié. L'UDF deviendrait une sorte de forum représentant les associations à la base, l'ANC assumant la direction politique au niveau national.

Si l'UDF n'a pas dirigé les lut-

tes des années 1980, il a servi de creuset au sein duquel toutes sortes de revendications nationales et locales ont fusionné pour se transformer en défi sans précédent pour l'État de l'*apartheid*. Utilisant avec discernement les médias sud-africains et internationaux, mettant en œuvre une politique de relations publiques sophistiquée, se servant de ses meetings de masse, de ses campagnes et de ses boycotts, l'UDF a gagné la bataille sur le terrain de la propagande. Reste à savoir si sa direction a gardé le contact avec la base. De toute façon, l'UDF a très fortement contribué à rehausser la popularité de l'ANC et à transformer Nelson Mandela en célébrité internationale. Vers la fin des années 1980, l'ANC, bien qu'interdit depuis 1960, fut considéré à peu près partout comme l'interlocuteur naturel du gouvernement sud-africain dans les négociations à venir. A travers l'UDF, l'ANC a pu s'implanter, de plus, dans des régions où sa présence avait été marginale dans les années 1950. Cela n'implique pas une relation à sens unique. Les traditions et les symboles de l'ANC ont fourni des points de repères importants, mais pendant la période de transition où l'UDF a joué le rôle dominant un style de politique populaire nouveau a été créé, un contenu nouveau a été formulé, qui transformeront à leur tour l'ANC.

Ineke Van Kessel
(traduit de l'anglais
par Robert Buijtenhuijs)

(10) *The State v/s Patrick Mabuya Baleka and 21 others*, vol. 286.

Kenya le retour des vieux démons

QUI et pourquoi ? Qui a bien pu assassiner Robert Ouko, ministre des Affaires étrangères, policé, discret, efficace et apprécié de tous ? Pourquoi s'en prendre à quelqu'un qui, bien que très populaire, n'était jamais véritablement apparu comme un des prétendants au pouvoir suprême ?

Ces deux questions, depuis le 17 février 1990, hantent les esprits au Kenya. Elles se font d'autant plus insistantes qu'elles ne sont pas complètement nouvelles pour une société où la violence, et notamment la violence politique, fait partie des mœurs. Les campagnes électorales donnent lieu à des empoignades sévères où l'on passe aisément du débat au pugilat, à la transformation parfois du champ politique en champ de tir. Quelques politiciens kenyans tels Njiru, Njuno, Onyonka et d'autres encore..., doivent d'ailleurs une partie de leur pouvoir et de leur renommée à cette confusion des genres.

Mais l'assassinat pur et simple, surtout d'une personnalité en vue, fait partie non pas de l'exception mais tout au moins d'un passé que d'aucuns espéraient révolu. Certes, chacun sait maintenant que la venue au pouvoir de Daniel arap Moi en 1978, conforme en tout point à l'ordre constitutionnel établi, aurait pu dégénérer en bain de sang si feu le président Kenyatta

n'avait eu l'heureuse idée de céder à Mombasa. Les partisans du Chef de l'État en place avaient en effet érigé un vaste complot visant à éliminer physiquement les successeurs juridiquement légitimes, à commencer par le vice-président d'alors, arap Moi.

Si le Kenya a alors échappé à une violence au sommet, il n'en a pas toujours été de même. Les assassinats de Pjo Gama Pinto, leader et intellectuel communiste, en 1965, de Tom Mboya en 1969, puis de J.M. Kariuki en 1975 sont encore présents dans la mémoire collective.

La thèse de l'assassinat politique

La disparition brutale de Robert Ouko ramène ainsi les Kenyans quelque 15 ou 20 années en arrière. Tel un retour du refoulé, les mêmes scènes d'hystérie, les mêmes heurts avec les forces de sécurité, la même dramaturgie ont soudainement refait surface. Des manifestations spontanées éclatent. A Nairobi, la foule, empêchée de pénétrer dans la cathédrale où se déroulait un office religieux en l'honneur du disparu et auquel assistait le Président en personne, se répand dans les rues de la capitale : la police et l'unité spéciale chargée du maintien de l'ordre (GSU) répriment sans